

Du Refus global à octobre 1968

Adèle Lauzon

Number 309, Fall 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/79208ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lauzon, A. (2015). Du Refus global à octobre 1968. *Liberté*, (309), 90–91.

Du Refus global à octobre 1968

ADÈLE LAUZON

AVEC la crise des CEGEP, on a vu, pour la première fois au Québec, une extrême-gauche procéder naturellement dans l'action, à une remise en question radicale de la société. Jusqu'à présent, nous avons connu soit des gauches réformistes agissant à l'intérieur du système pour supprimer les tares et en améliorer le fonctionnement, soit des mouvements d'extrême gauche qui confondaient l'action avec une simple expression de leurs opinions radicales. [...]

Le système d'éducation étant aux prises avec des difficultés que personne, pas même le ministère, ne songent à nier, [les étudiants] touchèrent et obtinrent une certaine sympathie du public et une tolérance manifeste de l'État. Finalement, cette crise éclata avec l'accord tacite de tous, exception faite des conservateurs enragés et des maniaques de l'autorité. [...]

L'unanimité du début reposait sur l'existence reconnue du problème de l'accès à l'université et de celui des débouchés dans le monde du travail. Mais il n'y avait jamais eu d'accord sur la contestation globale de la société.

C'est l'occupation elle-même qui provoqua cet inévitable fractionnement. Car, si les buts poursuivis dans l'immédiat n'étaient pas révolutionnaires, l'occupation, elle, était révolutionnaire.

L'occupation fut révolutionnaire parce que, par des actions radicales, elle fit vivre dans la réalité les valeurs nouvelles que l'on voulait substituer aux anciennes : la critique contre la soumission, l'activité et l'imagination contre la passivité, la repossession de soi et de son milieu contre le sentiment de dépossession, l'amour des autres et des choses contre la peur de l'autorité, le bonheur de vivre contre le « devoir » aveugle, la responsabilité contre la dépendance.

Les aspects révolutionnaires de la crise des CEGEP, on les trouve non seulement dans la morale qui l'inspira, mais aussi dans la nature de ses actions.

LE CONTEXTE

DÉPUIS 1959, *Liberté* a vu notre société se métamorphoser de façon tantôt tranquille, tantôt brutale. Passé et présent étant souvent intimement liés, nous avons pensé éclairer l'un à la lueur de l'autre en vous présentant dans une nouvelle rubrique des textes tirés de nos archives. En cette rentrée 2015 – quelques mois après un printemps de grèves étudiantes vite réprimées –, cet article écrit à la suite de la crise des cégeps d'octobre 1968 nous a semblé des plus adéquats pour inaugurer la série.

Journaliste née à Montréal en 1931, intéressée par le communisme et les mouvements de libération, **Adèle Lauzon** a couvert de près les grands événements de la seconde moitié du xx^e siècle. Si la guerre d'Algérie et la révolution cubaine ont été les sujets importants de sa carrière, elle a aussi réalisé des entretiens

avec Che Guevara, Patrice Lumumba et Alain Resnais. Ses souvenirs sont parus sous le titre *Pas si tranquille* (Boréal, 2008). À la fin de l'année 1968, de retour de



LIBERTÉ n° 59-60
Décembre 1968

Paris, Adèle Lauzon livre à *Liberté* un article intitulé « Le Refus Global, vingt ans après », sur les événements d'octobre 1968 au Québec.

Dans ce long texte d'une quinzaine de pages, elle s'interroge

sur les raisons qui ont poussé à la révolte une jeunesse qui n'a pas connu la misère et jouit même du privilège de faire des études. Après avoir expliqué en quoi la liberté d'expression érigée en principe par les automatistes de *Refus global* peut être dévoyée dès lors qu'on refuse aux citoyens le droit d'agir (« Autrement dit, acceptez la société dans les faits, tout en continuant à la dénoncer en paroles. Ce précieux conseil résume l'histoire de notre impuissance. »), elle décrit comment des revendications d'ordre pédagogique plutôt bien acceptées par la population se sont transformées pour une minorité en une remise en cause totale du fonctionnement de la politique et de la société, « sabotage » incompris et impopulaire même dans les milieux libéraux. C'est sur cette notion de « radicalisation » que porte cet extrait.

— Marie Saur **L**

Au lieu d'être inspirée par la foi en un dogme, la crise fut précédée d'une prise de conscience. Conscience d'une situation anormale qui appelle une transformation radicale. Elle fut également précédée d'une analyse juste de la situation objective. Dans le passé, plusieurs mouvements radicaux,

comme par exemple le FLQ de Vallières et Gagnon, avaient échoué rapidement dans leurs premières tentatives d'action, malgré de volumineuses analyses théoriques de la situation québécoise. Précisément parce que ces analyses s'appuyaient sur des données abstraites et décollaient du réel.

Les jeunes des CEGEP, certes moins articulés, touchèrent, par mode d'intuition, des données beaucoup plus vécues de la réalité collective du Québec : l'insécurité économique et sociale, le sentiment de dépossession, des aspirations cachées à une activité créatrice et responsable, le malaise créé par la confusion des valeurs et un progrès chaotique, etc. Il y eut également, dans le choix du mode d'action, une juste évaluation de ses conséquences : l'occupation rendait possible une remise en question continue, une discussion et une critique constantes, une responsabilité accrue, – phénomènes qui, tous, favorisent le renversement des anciennes valeurs de conservation et de soumission.

Dans cette crise, les étudiants assumèrent le caractère violent de leurs actes, sans culpabilité, affirmant par là qu'il s'agissait d'une violence justifiable et non délinquante. De plus, ils tendaient à transformer *toute la réalité*. L'action se passait au collège, mais elle remettait en cause l'ensemble de l'organisation sociale, toute une façon de vivre.

Il y eut enfin le caractère *minoritaire* du mouvement d'octobre 68. C'est là l'un des points les plus importants, qui suscita plusieurs interprétations erronées.

Nous avons vu précédemment qu'au début de la crise, il s'était créé une sorte d'unanimité favorable au mouvement de contestation, unanimité qui se désagrèga quand les réalités de l'occupation départèrent les positions. Dans la mesure où l'occupation était perçue par la majorité des étudiants, par le public et par le gouvernement comme un simple moyen de pression, moyen provisoire, au même titre que la grève, elle s'avérait acceptable. C'est à ce titre qu'elle fut tolérée et même louangée. On félicitait les étudiants de prendre leurs problèmes au sérieux. Dès qu'il apparut que, pour un groupe d'étudiants, l'occupation était permanente, son caractère révolutionnaire se révéla. À partir de là, les positions se durcirent et les analyses en porte-à-faux se multiplièrent. Devant l'éclatement de l'unanimité et l'isolement relatif de la minorité radicale, des commentateurs conclurent qu'on avait pris des vessies pour des lanternes, que le mouvement n'était ni important ni significatif, puisqu'on découvrirait que la majorité des étudiants se ralliait à des solutions de compromis dénoncées par les meneurs. Autrement dit, tout le monde avait été un peu embarqué par une poignée d'agitateurs. Ceux-ci étant nettement minoritaires, leurs positions n'étaient plus dignes d'intérêt.

Ce type d'analyse est étroitement lié au schème de pensée de ceux qui les font.

Pensée de la démocratie libérale dont les perceptions du rapport minorité-majorité est exclusivement quantitatif. La dimension qualitative, c'est-à-dire toute une partie de la réalité, échappe à ce mode d'analyse.

Dans la conception quantitative, il y a la majorité, plus la minorité, juxtaposées de façon statique : le type d'organisation politique et sociale est déterminé par la majorité, et moyennant certaines compensations, la minorité se soumet à la volonté du plus grand nombre. C'est une interprétation qui fausse le réel. En ignorant l'aspect qualitatif des diverses minorités, elle ne tient pas compte de leur action actuelle ou potentielle sur la majorité. Obnubilés par le rapport des nombres, les penseurs « libéraux » font comme si chaque individu qui compose la majorité était également libre, informé, conscient et actif. Ils ignorent le fait pourtant évident qu'une majorité est toujours influencée par des individus ou des petits groupes d'individus.

En fait, il est impossible de comprendre la dynamique d'un mouvement ou d'une société en utilisant les seules données quantitatives du rapport majorité-minorité. Pour percevoir les véritables forces en présence et comprendre le sens de leur évolution, il faut étudier l'aspect qualitatif de la minorité : savoir *ce qu'est cette minorité*, et analyser *la nature de ses rapports avec la majorité*.

Il y a les minorités qui agissent ouvertement. Mais il y a aussi les groupes qui exercent leur influence d'une façon discrète quand ce n'est pas occulte et qui sous le couvert de *l'opinion de la majorité* exercent le pouvoir réel. Il importe aussi, pour évaluer une situation, de connaître les buts avoués ou implicites d'une minorité.

Le plus important est sans doute de bien comprendre la nature des rapports entre le groupe majoritaire et le groupe minoritaire, non seulement dans l'actualité immédiate mais dans la logique de l'action exercée par la minorité.

Il est indéniable que quantitativement, les groupes fascistes, les oligarchies racistes, les juntes militaires, les intérêts financiers constituent des minorités tout comme les révolutionnaires. Mais alors que dans leur logique propre les premiers entretiennent ou veulent entretenir avec la majorité un rapport d'exploitation ou d'oppression, les autres aspirent à établir avec la majorité un lien libérateur. Le révolutionnaire ne veut pas opprimer la majorité : il cherche à l'entraîner avec lui dans un mouvement de libération. Que souvent les révolutionnaires au pouvoir soient devenus oppresseurs, c'est un autre problème lié à un pourrissement de la révolution.

Dans l'action minoritaire, le groupe de droite est si peu lié à la majorité qu'il s'arme contre elle, contre ses possibilités de se défendre. Le révolutionnaire, au contraire, par son action minoritaire exercera une violence contre ce qu'il considère comme un groupe oppresseur, il en assumera les risques – mais ne portera jamais ses armes contre la majorité qu'il prétend au contraire rejoindre dans ses aspirations secrètes.

La révolte des étudiants des CEGEP, sans avoir été sanglante, a pris un caractère nettement violent et minoritaire. Les occupants se sont installés de force à la place de l'autorité. Si dans une certaine mesure ils ont eu l'appui de la majorité, il est clair que cet appui ne concernait pas le sens profond de leur action, lequel ne fut pas « caché » à la masse étudiante, mais demeura incompris. Mais ce type d'action, avec les explications qui l'accompagnaient, constitua, personne ne le nie, un moyen d'éveiller la conscience de tous et, c'est là l'aspect le plus révolutionnaire, de faire évoluer jusqu'à des positions radicales plusieurs étudiants qui auraient pris des années à le faire autrement. La minorité forçait la majorité à réfléchir et à prendre position, mais elle n'exerçait pas sa violence contre la majorité. Au contraire, elle prenait sur elle les risques de l'action. Effectivement, elle se trouva éventuellement isolée.

Faut-il en conclure que les meneurs étudiants ont commis une erreur en faisant l'occupation et en affirmant son caractère permanent?

Il semble que ce soit exactement le contraire. La majorité n'étant pas radicale, il était inévitable que l'occupation ne fût que provisoire. Mais elle dura assez longtemps pour grossir considérablement les rangs de la minorité « révolutionnaire », qui sera donc mieux armée pour de nouvelles actions à caractère révolutionnaire, lesquelles produiront d'autres radicaux et ainsi de suite. On dit parfois que la répression engendre des révolutionnaires. Je ne le crois pas. C'est l'action révolutionnaire qui fait des révolutionnaires, qu'il y ait répression ou pas. Sans action révolutionnaire, la répression ne crée que des opprimés. [...]

Ce qui est certain, c'est que si tout est rentré dans l'ordre, des centaines d'étudiants, eux, ne sont pas rentrés dans le rang. Ils portent leur révolution au cœur et la trimballent avec eux un peu partout. Parfois au collège, le plus souvent hors du collège. Car pour eux, le collège, l'université ou le monde « d'avant », c'est fini. Et cette fois, les minoritaires ne sont pas « marginaux ». Leur mal comme leur espoir sont désormais contagieux. **L**